

# % Angles d'Attac

association pour une taxation des  
transactions financières pour l'aide  
aux citoyens et citoyennes.

Bulletin d'information mensuel  
d'Attac Suisse, Rue des Savoises 15,  
1205 Genève – www.suisse.attac.org

Numéro 48 – janvier 08

## >>> SOMMAIRE >>>

Le Forum social mondial passe aussi par Zurich – p1

Agendas – p2

Mobilisations du Forum social mondial et Autre Davos  
– p2+3

Autre Davos: «MS Néolibéralisme:  
Croisière ou flibusterie?» – p3

Tour de Suisse avec Susan George – p4+5

Campagne fiscalité: Documentation – p6

Politique fiscale et services publics: arguments pour  
des caisses de l'Etat bien remplies – p6+7

La deuxième réforme de l'imposition des entreprises:  
quoi de nouveau? – p7

Les nouvelles du Blog Fiscalité du 15 novembre au 20  
décembre – p8+9

Impressum – p10

Crise du «subprime»:  
Comment a-t-on pu en arriver là? – p10+11

La Banque du Sud est née à Buenos Aires – p12

## >>> Le Forum social mondial passe aussi par Zurich >>>

Des années 1980 à aujourd'hui, les préceptes néolibéraux ont poursuivi leur marche en avant au plan international. Leur impact contribue à la dégradation des conditions de vie de millions de personnes. Les inégalités au sein et entre les pays ont été accentuées, la famine et le sida continuent de tuer, la dégradation de l'environnement annonce de sombres perspectives, les nouvelles guerres impérialistes, notamment en Irak et en Afghanistan, n'ont pu être stoppées. Le Forum économique mondial, qui a lieu chaque année à Davos, est au cœur de ces prescriptions dont les recettes comblent la gloutonnerie des uns et ne laissent que des misérables miettes pour les autres.

Dans son petit tour de Suisse (à lire en page 4) Susan George cite Adam Smith pour définir les puissants de Davos: «Tout pour nous même et rien pour les autres semble avoir été à toutes les époques

du monde la vile maxime des maîtres de l'humanité». La noirceur de ce tableau nous autorise-t-elle à penser qu'un autre monde est toujours possible? Comment continuer à lutter et surmonter le capitalisme? C'est au niveau international que ces problèmes globaux doivent être résolus. Cependant, en l'état actuel, on ne peut compter sur les instances internationales (ONU, OMC, Banque Mondiale, FMI, G8).

Les mouvements sociaux ont su, eux aussi, se rassembler et s'organiser sur la scène internationale où ils ont créé des espaces de réflexions et d'actions. Le Forum social mondial de Porto Alegre en 2001, avait dépassé toutes les attentes tant en termes de participation qu'en termes d'audience médiatique. Il y eut ensuite Bombay, Caracas, Bamako... Cependant, les éditions des dernières années ont souffert d'une forme d'enlèvement avec des difficultés à préciser et à concrétiser les propositions. C'est en partie pour réagir à ces difficultés que le forum social mondial a décidé, cette année, de se renouveler: au lieu d'un forum central ou polycentrique, il appelle à une grande journée d'action décentralisée pour le samedi 26 janvier 2008. L'Autre Davos, organisé par Attac suisse avec le soutien d'un grand nombre d'organisations, tiendra dans ce cadre sa huitième édition au Volkshaus de Zurich. Cette année, il prend la forme d'un forum qui, sous le signe d'un navire de croisière nommé "MS Néolibéralisme", invite les mouvements et organisations à présenter leurs thématiques et analyses. Aux ateliers de l'après-midi, succédera la conférence du soir où interviendront Susan George et Christian Felber, deux personnalités altermondialistes bien connues, ainsi que Rita Schiavi du syndicat Unia et Jean Ziegler.

En attendant de nous y rencontrer, nous vous souhaitons un bon début d'année, et une bonne lecture!



## >>> AGENDA >>>

### > National >

**Samedi 19 janvier, Berne**

Manifestation anti-WEF

**Mercredi 23 janvier, Davos**

Public Eye Awards

**Samedi 26 janvier, Zurich**

Global Action Day du Forum social mondial.

Conférence Autre Davos (voir ci-contre)

**Dimanche 24 février**

Votation fédérale sur la 2e réforme de l'imposition des entreprises

### > Bienne >

**Mercredi 23 janvier 2008, 19h**

réunion du comité (ouverte à toutes et tous les membres!) au restaurant Romand

### > Vaud >

**Jeudi 17 janvier, 20h**

Réunion du groupe Multinationales et mondialisation, Librairie Basta, Rue du Petit-Rocher 4, Lausanne-Chauderon

**Jeudi 31 janvier, 17h30**

Attac Suisse, les Editions Antipodes et la librairie Basta! vous invitent au **vernissage** de la version française du «Steuerbuch» qui paraîtra au début du mois de janvier prochain sous le titre **«Finances publiques : lutte des caisses, lutte des classes ?»** le jeudi 31 janvier à 17h30, à la Librairie Basta, Chemin du Petit Rocher 4 à Lausanne.

A cette occasion, les personnes qui ont collaboré à la réalisation de cet ouvrage, se feront un plaisir de le faire découvrir aux militant-e-s d'attac suisse et aux personnes intéressées.

**Jeudi 31 janvier, 19h**

Café politique, «Faut-il alléger la fiscalité des entreprises ?» Débat contradictoire autour des enjeux de la votation du 24 février 2008, avec Pierre-Marie Glauser et Sébastien Guex. Café-Théâtre Le Bourg, Rue de Bourg 51, Lausanne

**Mardi 5 février, 20h**

Rencontre mensuelle, Pôle Sud, Av. J-J Mercier 3, Lausanne-Flon (à confirmer ; veuillez svp consulter le site d'attac vaud d'ici là).

**Mercredi 6 février, 20h**

Conférence-débat sur la fiscalité, option «justice fiscale» et «répartition des richesses», dans le cadre de la campagne pour les votations fédérales. Salle Ernest Gloor à Renens, rte de Crissier 6. Seront présent-e-s pour exposer les sujets et répondre aux questions du public : Olivier Dumont d'Attac-Suisse, un conseiller national compétent en la personne de Roger Nordmann, le municipal des finances de Renens, Jean-François Clément, et un-e représentant-e des syndicats USS

## >>> Mobilisations du Forum

Le premier forum social mondial a eu lieu en 2001 à Porto Alegre, au Brésil, pour contrer le Forum économique mondial (WEF) de Davos. Le WEF réunit chaque année les plus grandes entreprises et les principaux leaders politiques. Outre la partie officielle du forum, qui comprendra cette année une mini-ministérielle de l'OMC, le WEF est aussi l'occasion de faire avancer le business lors de rencontres plus discrètes. Le forum social mondial (FSM), quant à lui, a vocation à réunir les mouvements sociaux et les actrices et acteurs des luttes, afin de promouvoir les échanges autour d'un "autre monde possible". La participation au premier forum social mondial a dépassé toute attente, des dizaines de milliers de personnes venues du monde entier se sont réunies à Porto Alegre. Les éditions ultérieures, comme celles de Bombay, de Caracas (Venezuela) et de Bamako (Mali), ont à nouveau offert des centaines de lieux de rencontre et d'ateliers, présentant une grande diversité de thèmes. En 2001, les médias ont donné un écho énorme au FSM, lui accordant presque plus d'attention qu'au WEF. Mais ce rapport en termes de présence médiatique s'est à nouveau inversé depuis.

Le Forum économique mondial a soulevé un large intérêt et beaucoup de critiques dès l'émergence du mouvement altermondialiste au début du siècle. Les recettes néolibérales répétées chaque année à Davos ont certes perdu un peu de leur légitimité en comparaison avec les années 1990. La critique qu'elles suscitent n'est plus systématiquement associée à une ancienne gauche dépassée par la modernité. Cette délégitimation partielle n'a pourtant pas pu arrêter l'impact des préceptes néolibéraux dans la réalité – la situation d'innombrables êtres humains et populations s'est encore dégradée de manière dramatique ces dernières années. Le fait qu'il semble impossible, au 21e siècle, d'empêcher la famine

ou le sida de tuer par millions, est une honte pour l'humanité et une manifestation de la nature profondément corrompue de l'ordre mondial régnant. Parallèlement, les riches se sont encore enrichis, les contradictions sociales apparaissent ainsi dans toute leur brutalité.

### Quel avenir pour la critique anti-WEF ?

Le mouvement altermondialiste a bientôt été rattrapé par un mouvement anti-guerre très large à ses débuts, qui a cherché à réagir aux nouvelles guerres impérialistes en Afghanistan et en Irak. Or il n'a pas été possible de stopper ces guerres, malgré la mobilisation de millions de personnes lors des manifestations du 15 février 2003 à travers le monde. Cet échec mine les énergies, notamment parmi les jeunes qui avaient massivement participé à ces protestations. La situation environnementale désastreuse fait elle aussi planer une ombre menaçante sur l'époque présente – étant donné aussi que les big business n'y voient qu'une nouvelle occasion de faire des profits, comme le montre l'exemple de l'eau potable de Bâle, polluée pendant des décennies par la multinationale Novartis, et qui fait aujourd'hui monter les ventes des bouteilles d'eau produites par Nestlé et compagnie.

Comment continuer, dans une telle situation ? Comment lutter pour un autre monde, et pour lequel ? Est-il temps de dessiner des propositions et de se confronter ouvertement aux diverses conceptions en présence ? Les dernières éditions du forum social mondial n'ont que peu contribué à préciser et à clarifier le contenu des propositions. Une telle évolution aurait fait apparaître les divergences, aurait peut-être conduit à diviser certaines composantes du mouvement altermondialiste, très hétérogène par nature. Eviter les confrontations – cette attitude a parfois mené à une tendance à la

répétition, à l'enlèvement des débats. De plus, les conceptions et les formes d'actions de certaines ONG très établies sont très différentes de celles de groupes de militant-e-s de base, qui – sous l'impact de la brutalité des rapports de force – misent moins sur les appels, pétitions et autres activités de lobby que sur les luttes concrètes sur le terrain.

**Le forum social mondial appelle à une journée d'action mondiale**

C'est en partie pour réagir à ces difficultés que le forum social mondial a décidé, cette année, de se renouveler : au lieu d'un grand forum central ou polycentrique, il appelle en 2008 à une grande journée d'action décentralisée pour le samedi 26 janvier. Tous les mouvements et courants sont appelés à organiser leurs propres actions, forums et interventions dans le cadre de cette journée. L'expérience nous dira si cette idée sera couronnée de succès. Des appels à participation circulent autour des thèmes les plus divers. Nous espérons voir des actions fortes, peut-être plus visibles et plus proches de la base, contre le néolibéralisme et la guerre – malgré la guerre d'usure que les autorités livrent aux composantes les moins dociles du mouvement, celles qui, de toute manière, n'ont jamais pu se rendre aux forums sociaux et qui entendent manifester leurs critiques de l'ordre dominant dans l'espace public de la rue.

L'Autre Davos, la conférence alternative au WEF organisée par attac suisse, avec le soutien d'un grand nombre d'organisations, verra sa huitième édition le samedi 26 janvier au Volkshaus de Zurich. L'Autre Davos prend cette année la forme d'un forum. Sous le signe d'un navire de croisière nommé "MS Néolibéralisme", les mouvements et organisations sont invités à présenter leurs contenus, les thèmes les plus

divers peuvent s'intégrer au motif choisi. Prévu au programme pour l'instant : L'Amérique latine se soulève : Colombie, Chiapas/ Mexique, Guatemala, Cuba, Nicaragua, Venezuela, Bolivie... Mais aussi : les marchés financiers – le personnel de bord – les alternatives – la politique alimentaire

– une économie axée sur les besoins : un projet pour surmonter le capitalisme, etc...

La journée se terminera par une conférence avec des contributions de Susan George et Christian Felber, personnalités altermondialistes bien connues, Rita

Schiavi du syndicat Unia, et Jean Ziegler, auteur du livre *L'Empire de la honte* et rapporteur spécial des Nations Unies pour le droit à l'alimentation. Susan George interviendra aussi lors du Public Eye on Davos, la conférence de la Déclaration de Berne.

**The Other Davos**  
**L'Autre Davos**  
**Das Andere Davos**  
**L'Altro Davos**

**«MS Néolibéralisme : Croisière ou flibusterie?»**

8e édition de la conférence alternative au WEF dans le cadre du Global Action Day du Forum social mondial

Attac suisse invite à participer à une croisière satirique à bord du navire de luxe "MS Néolibéralisme". L'embarquement se fait à partir de 13 heures, avec des attractions tout au long de l'après-midi: shopping à la boutique hors taxe, visite guidée du pont du capitaine qui met le cap sur le néolibéralisme, restauration au buffet de bord généreusement subventionné, présentation de la station météo qui gère les turbulences, encadrement par un personnel diligent et multiculturel, escales dans des pays exotiques et repos sous les palmiers d'une oasis fiscale, ciel bleu garanti et mer paradisiaque (mais pour combien de temps encore?), escalade du mât (est-ce un iceberg que l'on aperçoit au loin? non c'est le sommet de Davos!).



**Samedi 26 janvier 2008, Volkshaus, Zurich**

**Ateliers et stands à partir de 13 heures**

- L'Amérique latine se soulève
- Marchés financiers
- Justice fiscale
- Alternatives
- Une économie axée sur les besoins: un projet pour surmonter le capitalisme
- Politique alimentaire et agricole
- Conditions et droits de travail
- etc.

**Conférence et table ronde à 20 heures avec Susan George, Christian Felber, Rita Schiavi, Jean Ziegler**

Entrée: 15-20 francs

Volkshaus, Stauffacherstrasse 60, 8004 Zürich

Traduction simultanée en français et en allemand de la conférence

**www.otherdavos.net**

## >>> AGENDA >>>

### > Genève >

#### Lundi 21 janvier

Café Vert, rue Vautier 33, Carouge; Les Verts de Carouge invite à la projection du film d'ATTAC 'Permis d'évader' et à un débat conséquent animé des membres d'ATTAC

#### Lundi 4 février

Débat contradictoire sur les enjeux fiscaux lors des votations du 24 février organisé par ATTAC Genève, Uni Mail, 19h

### > Neuchâtel >

#### Jeudi 24 janvier 2008, 20h

réunion du comité au bistrot de l'Arrosée (Neuchâtel)

### > Fribourg >

#### 14 janvier 2008, 19h30

Café des Maréchaux (rue des Chanoines 9): séance du comité cantonal contre la deuxième réforme de l'imposition des entreprises (tout le monde est la/le bienvenu-e)

#### 7 février 2008, 19h00

Le Pivot (rue de l'hôpital 29): séance mensuelle du comité d'Attac Fribourg

### > Public Eye Awards >

#### Mercredi 23 janvier 2008

(jour d'ouverture du WEF) de 14h00 à 17h00 Hotel Montana, Bahnhofstrasse 2, Davos Dorf Entrée libre, manifestation publique

14h00 - 14h45

Ouverture par **Susan George** et **Bastien Girod** (jeune conseiller national Vert) sur la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, du point de vue global et suisse.

15h00 - 16h30

Avec la participation des rappeurs **Stress** et **Greis**, ainsi que le comédien et chansonnier **Patrick Frey**, remise des prix dans les quatre catégories suivantes :

**Swiss Award** : pour les entreprises suisses,

**Global Award** : pour les multinationales,

**Positive Award** : récompensera une entreprise pour son action exemplaire,

**People's Award** : le prix du public (votez online.)

L'édition 2008 des Public Eye Awards sera animée par l'actrice **Mélanie Winiger**.

**Votez sur internet du 10 au 23 janvier 2008 sur le site [www.publiceye.ch](http://www.publiceye.ch)**

## >>> Tour de Suisse avec Susan George >>>

**Susan George participe à L'Autre Davos 2008 et à cette occasion, nous sommes allés discuter avec elle de l'actualité de la mondialisation et des mouvements sociaux en Suisse et à l'étranger.**

*Angles d'attac:* Susan George, nous ne pouvons que vous remercier d'avoir accepté de participer à notre forum de L'Autre Davos qui se tiendra le 26 janvier prochain à Zurich. Nous vous souhaitons donc la bienvenue en Suisse qui, sous ses oripeaux de petitesse et de neutralité, déroule le tapis rouge à de nombreux acteurs contre lesquels vous n'avez de cesse de vous battre. Entamons ensemble un mini tour helvétique, en passant par :

**Vevey:** Vous avez consacré un chapitre de votre thèse de doctorat dans les années 70 à Nestlé, puis écrit une excellente préface pour « attac contre l'empire Nestlé » (2004), un livre du groupe « Multinationales et mondialisation » d'attac Vaud.

**Genève:** siège de l'OMC

**Lugano:** ses belles villas privées et un rapport très acclamé sorti de votre plume

**Davos:** capitale des décideurs du monde une semaine par année

**Zurich:** lieu d'une première réunion intitulée L'Autre Davos en 1999 (avant qu'attac suisse ne l'organise à partir de 2001), où vous étiez présente.

*Susan George:* Oui, la réunion annuelle de Davos est un bon moment de l'année pour évoquer mon parcours qui a très souvent eu pour cadre la Suisse - et encore vous oubliez un petit bouquin que j'ai fait avec Fabrizio Sabelli qui était à l'époque professeur à l'Institut universitaire d'études de développement à Genève, intitulé « La Suisse aux Enchères » [éds. Zoé 1997]. Nous y avons décortiqué, critiqué et j'espère démolir le projet néolibéral, en particulier les privatisations, que David de Pury et ses amis de l'élite financière voulaient imposer à la Suisse.

Mais commençons par Vevey si vous voulez bien. Avant de faire ma thèse, j'étais déjà active dans la campagne contre le lait en poudre dans les pays en développement. Nestlé réagissait très violemment contre cette campagne et dans cette thèse, j'avais tout simplement dévoilé quelques-uns des mensonges dans les publications de la compagnie [trucage/tronquages de publications scientifiques, citations sorties de leur contexte...]. La compagnie s'est acharnée à essayer de réfuter mes différentes publications - je me souviens des deux seules erreurs qu'elle a pu trouver: l'une concernait le lait de buffle dans une partie de l'Inde, avec un taux de matière grasse plus important que le lait de vache; l'autre était une confusion que j'avais faite entre dollars US et dollars de Singapour dans une table de la FAO. C'est tout. Ils ne pouvaient rien réfuter d'autre. Les leçons sont évidentes: D'une part, un chercheur progressiste doit être impeccable; d'autre part une entreprise transnationale [ETN] n'hésitera pas à mentir quand elle pense que personne ne viendra vérifier. Un exemple plus récent c'est Monsanto et d'autres boîtes qui produisent des OGM. La difficulté, c'est que ces entreprises sont devenues plus subtiles et ont de meilleurs lobbyistes et de meilleurs conseillers en relations publiques; elles sont aussi davantage aidées par les institutions publiques.

Ce qui nous amène tout naturellement à la deuxième étape de mon parcours que vous évoquez - Genève, siège de l'OMC laquelle m'a prodigieusement occupée et m'occupe encore, j'ai fait je ne sais combien de dizaines de conférences à son sujet et publié un petit livre dans la série ATTAC-France avec le titre « Remettre l'OMC à sa place ». Les textes de cette organisation ont été négociés entre 1986 et 1994 - les pires, sans doute, du néolibéralisme pur et dur. Et les ETN (= entreprises transnationales), contrairement aux ONG, s'y mêlaient du début à

la fin, notamment pour les services et la propriété intellectuelle. Nous avons les preuves que la Commission européenne négocie entièrement sur la base de ce que lui demandent les ETN ; l'ancien Commissaire au Commerce Leon Brittain a lui-même suscité la création de l'European Services Forum, lobby d'environ 80 ETN, pour pouvoir écouter encore plus facilement leurs « conseils ». La campagne « Zones Hors AGCS » a eu un certain retentissement avec plus de 1500 collectivités locales européennes se déclarant symboliquement Hors AGCS. Les camarades suisses d'ATTAC et d'autres y ont été très actifs. Mais il faudrait être des milliers de plus. Comme l'OMC et son « Cycle de Doha » sont actuellement au point mort, la Commission européenne se concentre sur les Economic Partnership Agreements [EPAS ou APES] qui sont encore plus dangereux pour les pays pauvres et incorporent encore plus de droits pour les ETN. Elles veulent carte blanche dans le monde entier.

Vous me rappelez Lugano aussi – mon « vrai faux rapport » est peut-être ce que j'ai écrit de mieux parce que le format m'a permis d'aller au bout de la logique des « Maîtres de l'Univers », le genre d'hommes [et quelques femmes] qui se retrouvent là-haut à Davos tous les janviers que Dieu fait depuis près de quatre décennies. Je ne connais pas bien Lugano – j'y ai fait simplement deux conférences, mais j'étais frappée par le calme, la beauté et la richesse discrète qui se prêtaient à faire un cadre idéal pour une réunion d'experts devant répondre à la question « Que faire pour que le capitalisme soit invulnérable au XXIème siècle ? » Si vous avez lu le livre, vous savez que la réponse n'est pas jolie-jolie.

Ceux qui posaient cette question à mes « experts », c'était des « gens de Davos » génériques. J'ai un ami qui dit : « Cette classe n'a jamais voulu qu'une seule chose : Tout. » J'aime aussi beaucoup celui qui

disait « Tout pour nous-mêmes et rien pour les autres semble avoir été à toutes les époques du monde la vile maxime des maîtres de l'humanité ». Ça, c'est Adam Smith, qui comprenait plutôt très bien le capitalisme. Pris séparément les « gens de Davos » sont sans doute de bons pères de famille mais comme classe ils sont et seront toujours d'une redoutable rapacité. Si c'en était autrement, ils ne seraient pas là-haut, car même le PDG de la plus grosse ETN n'est pas libre – il doit plaire aux « zinzins », les investisseurs institutionnels. Ceux-ci exigent des rendements qui ne sont pas soutenables. Quand ils se trompent gravement, comme dans la crise subprime, l'Etat est là une fois de plus pour les tirer d'affaire. Du moins jusqu'ici.

Je sais que les Suisses, du moins mes amis suisses, aiment croire que leur pays est champion des paradis fiscaux toutes catégories. Il est vrai que pour sa taille, la Suisse figure en, si j'ose dire, bonne place, mais ne négligeons pas des endroits comme les Îles Caïmans où un seul immeuble, paraît-il, abrite quelque 18'000 sociétés écrans... Et le Financial Times [ainsi que nos amis du Tax Justice Network] estiment que la Grande-Bretagne est en tête du palmarès. Enfin, ce domaine ne manque pas de concurrents. Le Luxembourg, qui a le PNB par tête de loin le plus élevé du monde, est aussi en tête du peloton et nous autres de l'Union Européenne n'avons pas de quoi être fiers ; il y a des dizaines de paradis fiscaux chez nous.

Les problèmes doivent maintenant presque tous être résolus au niveau international. Nos adversaires le savent et c'est pour cela qu'ils combattent toute mesure qui pourrait réguler un tant soit peu cette zone entièrement dépourvue de démocratie et de contrôle citoyen. Ce qui me conduit à votre dernier lieu suisse – la ville de Zurich – où nous allons célébrer bientôt « L'Autre Davos »

après le « Public Eye on Davos » à Davos même, quelques jours plus tôt.

Pour comprendre le combat que les forces altermondialistes ont entrepris, il faut regarder le long terme ; il faut faire l'effort de se voir dans un contexte historique. C'est vrai que j'étais à Zurich en 1999 pour le premier « Autre Davos », même pas encore dix ans, c'est-à-dire rien du tout en termes historiques. Tous les grands combats prennent un temps très long, à la mesure des enjeux et des résistances en face, de ceux qui veulent « tout pour eux-mêmes et rien pour les autres ». Par ailleurs, nous sommes habitués à ce que les Américains appellent « instant gratification » – des satisfactions immédiates – qui ne viennent pas bien souvent en politique. La « machine » politique, en termes physiques d'énergie, est terriblement inefficace – il faut 10, 100 unités d'énergie d'input pour un tout petit résultat d'output. Je sais très bien qu'il est parfois difficile de tenir, surtout quand, comme il n'y a pas longtemps en France, on doit consacrer une énergie colossale à combattre ceux qui se prétendent des alliés et ne songent en fait qu'à détourner le mouvement à leur profit personnel. Ça fait mal. Mais je peux assurer tous les camarades en Suisse et ailleurs que d'après mon assez longue expérience, la vie sans solidarité serait bien triste, que la qualité humaine de « notre côté » est bien supérieure à celle d'en face, que la vie est courte et le monde imparfait. Plutôt que de laisser les choses en l'état, autant essayer d'y changer quelque chose, avec d'autres. Ça donne chaud, même par moins 15 à Davos.

*Angles d'attac* : Merci de nous avoir livré vos impressions et votre analyse, et pour ce mot chaleureux d'encouragement. Nous nous réjouissons de vous revoir le 26 janvier à Zurich !



*Susan George est membre fondatrice d'Attac France et fait partie de son Conseil scientifique. Elle a été vice-présidente et membre du bureau de 1999 à 2006. Beaucoup d'entre nous la connaissent déjà, par ses livres et articles et par des conférences organisées avec attac suisse, notamment à l'Université d'été 2005 à Ste-Croix-Les-Rasses. Elle est présidente du conseil du Transnational Institute, un réseau international d'experts-activistes. Son livre le plus récent s'appelle La Pensée enchaînée : Comment les droites laïque et religieuse se sont emparées de l'Amérique [Fayard 2007].*

# Campagne fiscalité: Documentation

Pour passer commande ou pour tout autre renseignement:  
Téléphonez au 022 / 800 10 40,  
Ecrivez à [attac.suisse](mailto:attac.suisse), rue des Savoises, 1205 Genève,  
ou envoyez un e-mail à : [steuerreferendum@attac.org](mailto:steuerreferendum@attac.org)

## Film «Permis d'évader – Quelques règles du jeu de la fiscalité suisse»

37 minutes, réalisatrice : Vania Jaikin, production : ATTAC.  
Prix indicatif : CHF10.- Vous êtes-vous déjà demandé comment fonctionne le système fiscal suisse ? Qui en profite ? Qui est perdant ? Que représentent réellement les paradis fiscaux et quel rôle joue la Suisse dans les marchés financiers internationaux ? Ce film offre une vision à la fois ludique et riche d'enseignements d'une thématique - ô combien importante de nos jours ! La réalisatrice raconte la fiscalité au moyen d'animations amusantes dans une forme nouvelle et accessible à tous. Plusieurs interviews captivantes (comme celles de Sébastien Guex, Uni Lausanne ; Gerold Bühner, économiste suisse ; Fulvio Pelli, PRD ; Andreas Missbach, DB et des militants d'ATTAC) sont très enrichissantes, aussi bien pour le spécialiste que pour le novice en la matière.

## Brochure

### «Mythes et légendes de la fiscalité»

Ou la petite revue de l'(in)justice fiscale,  
36 pages, ATTAC Suisse. Prix indicatif : CHF5.-

## Livre «Finances publiques : lutte des caisses, lutte des classes ?»,

Edition Antipodes. Prix : CHF15.-

Comment a-t-on réussi à faire croire à la population suisse que les collectivités publiques n'avaient plus d'argent ? Il est surprenant que dans un pays aussi riche que la Suisse, l'opinion publique se soit ralliée à la prétendue nécessité de « faire des économies » en raison du mauvais état des finances publiques. En réalité, il est cynique d'invoquer les « caisses vides » de l'État pour justifier des coupes dans les dépenses publiques, car cette manière de présenter les choses occulte les baisses d'impôts largement accordées depuis une vingtaine d'années aux détenteurs de hauts revenus et de capitaux. Tant en Suisse que sur le plan international, la « crise financière de l'État » est l'expression d'une redistribution des richesses qui favorise les nantis en pénalisant les pauvres. Lutter contre les inégalités croissantes en matière de fiscalité, c'est donc redonner à la population les moyens de prendre son avenir en main. Ce livre décrit les mécanismes de la concurrence fiscale à l'échelle internationale et entre les cantons suisses, le rôle du paradis fiscal helvétique et de son secret bancaire. Il examine les impacts de la politique financière actuelle sur le financement des prestations sociales de l'État et des services publics. L'ouvrage présente en outre des pistes de réflexion pour une fiscalité équitable.

Vous avez également la possibilité de consulter et de télécharger notre matériel de campagne (tracts, dépliants, autocollants,...) sur internet à  
<http://local.attac.org/bienne/fiscalite/>

# >>> Politique fiscale et ses arguments pour des caisses

*Les impôts sont là pour permettre une bonne gouvernance. Mais dans quelle direction la notion de bien public est-elle en train de s'orienter ? Depuis sa fondation, Attac Suisse se bat pour une justice fiscale nationale et internationale et s'est clairement positionné pour un NON à la deuxième réforme de l'imposition des entreprises, qui va être soumise au vote le 24 février 2008.*

## Démocratie et fiscalité

La politique fiscale est depuis des lustres au centre du débat politique. Les impôts représentent en effet le principal revenu de l'état démocratique. Ils sont utilisés pour organiser le bien-être général, pour assurer les tâches et les services publics et permettent la redistribution des richesses. Que l'un de ces éléments soit négligé, et c'est non seulement la justice fiscale, mais également la justice sociale qui sont remises en question.

Depuis le début des années 70, les partis bourgeois mènent une politique d'austérité de plus en plus agressive. D'un côté, on peut observer, sous prétexte de croissance économique et de concurrence fiscale, la mise en place de contre-réformes fiscales, avec pour conséquence un transfert de la charge fiscale des possesseurs de biens et de capitaux sur le dos des salarié-e-s. De l'autre, avec la politique des caisses vides, les excédents sont épongés par des diminutions d'impôts et les recettes rétrécissent. En conséquence, l'Etat, les cantons et les communes manquent de ressources financières pour garantir les services publics comme la formation, la santé et les assurances sociales.

## A bas les impôts !

Lorsque les politiciens parlent de fiscalité, ils ne parlent que des impôts sur le revenu des personnes et sur le bénéfice des entreprises. On oublie d'autres prestations spécifiques telles que l'AVS, l'AI et

l'assurance chômage (nommées contributions) et la capitalisation (primes versées aux assurances maladie pour le financement de la santé publique). A elle seule, la prestation à l'assurance maladie dans le canton de Berne (base : assurance la meilleure marché ASSURA Fr. 300) représente chaque mois le 10% d'un revenu disponible de Fr. 3'000. Sur un revenu annuel de Fr. 200'000 (revenu moyen selon la définition bourgeoise), ce prélèvement ne représente plus que 1.95%. Les effets de la TVA sont semblables. C'est là que le taux diminue le plus pour les revenus dépassant Fr. 200'000 (effet dégressif). Le reproche que l'on entend souvent, selon lequel les partis et les mouvements de gauche seraient en faveur d'impôts élevés, est sans fondement. Nous plaçons absolument pour une diminution de tous les impôts ayant un effet dégressif. Par contre les impôts progressifs sur le revenu, les biens, le capital et les bénéfices doivent être augmentés. Bref, ceux qui gagnent peu et ne possèdent rien ne doivent rien ou presque rien payer tandis que ceux qui gagnent et possèdent beaucoup doivent payer beaucoup.

## Justice fiscale = élimination des distorsions

Pour beaucoup, la notion de justice fiscale est marquée du sceau de l'illusion utopique. Un système fiscal qui éliminerait les dérapages ne pourrait jamais, selon certains, être mis sur pieds. Pourtant, le politique peut édicter les règles et les lois d'un système de politique fiscale qui minimise les discriminations et les distorsions et vise une plus grande justice fiscale. Un exemple pour illustrer ce principe : environ 3000 étrangers extrêmement riches habitant en Suisse bénéficient d'aménagements fiscaux, alors qu'ils n'exercent aucune activité lucrative à l'intérieur de nos frontières. De cette façon, Lewis Hamilton, qui a emménagé à Genève il y a peu de temps, économisera 4 mil-



## Services publics : de l'Etat bien remplies >>>

lions de livres sterling par année d'impôt sur le revenu grâce à la généreuse imposition forfaitaire. De telles règles ne profitent qu'à quelques riches et désavantagent la majorité de la population, qui voit fondre les prestations des services publics. Une véritable justice fiscale garantit que chaque personne soit taxée selon ses possibilités financières. C'est la seule façon d'arriver à une véritable solidarité sociale.

### Démocratisation des services publics

Les réformes demandées par les partis bourgeois tendent bien moins à l'optimisation des res-

sources qu'au démantèlement pur et simple de l'offre de services publics, sous la pression permanente de la politique d'austérité. Une politique fiscale innovatrice et socialement juste devrait se donner pour objectif de renforcer financièrement les services publics et leur démocratisation interne ainsi que de garantir un large accès à la formation, à la santé et aux assurances sociales. Ce type de discussion relève essentiellement du contre-pouvoir politique et suppose une mobilisation sociale et politique.

Traduction : Andrée Durand et Didier Aviat (Coorditrad)

## >>> La deuxième réforme de l'imposition des entreprises : quoi de nouveau ? >>>

Nous n'avons que trop entendu le conseiller fédéral Hans-Rudolf Merz dire que la réforme n'avait pour tout objectif que d'alléger la double imposition économique, alors que celle-ci n'est rien d'autre qu'une construction bourgeoise. On veut limiter à 60 % l'imposition des dividendes liés aux bénéfices des entreprises pour les gros actionnaires. Mais on oublie que les salariés, une fois qu'ils ont touché leur salaire de leur entreprise, doivent encore payer des impôts sur ce salaire et que ces impôts s'appliquent bel et bien à 100 % de leur salaire ! De plus, l'allègement de la double imposition économique concerne les personnes physiques ; en tant que tel, il ne devrait pas entrer dans le cadre de la réforme de l'imposition des entreprises, qui est conçue pour les personnes morales (= les entreprises). L'allègement prévu pour les actionnaires qui détiennent au minimum 10% des actions d'une société anonyme peut être considéré comme le premier pas vers l'exonération, à plus long terme, pour tous les actionnaires. D'après M. Merz, les dividendes engrangés par les

actionnaires seront à terme réinvestis. Il est pourtant clair qu'on ne peut pas compter sur un tel comportement des actionnaires. On peut plutôt supposer que les entreprises, à l'avenir, au lieu de verser un salaire à leurs employés (qui, dans de très nombreuses PME, sont en même temps actionnaires) leur verseront des dividendes : cela procurera des avantages fiscaux à l'entreprise. Mais pour les institutions sociales, cela peut devenir grave dans la mesure où les dividendes sont exonérées de cotisations sociales. En ce qui concerne le renforcement des petites et moyennes entreprises (PME), la réforme a des effets secondaires déformants : actuellement, une entreprise industrielle de trois employés, Novartis ou l'UBS, avec leurs dizaines de milliers d'employés et des revenus qui se chiffrent en milliards, sont soumis à la même forme juridique. Or en soulageant les PME, on renforcera surtout les grands industriels. Il serait donc préférable d'envisager un réajustement des droits fiscaux et juridiques des sociétés aux besoins spécifiques des PME.

Autre point important : l'imputation de l'impôt sur les bénéficiaires à l'impôt sur le capital, ce qui revient à une abolition indirecte de l'impôt sur le capital. Ce pas supplémentaire est à mettre en lien avec une troisième réforme de l'imposition des entreprises d'ores et déjà planifiée, qui prévoit de ramener les impôts des entreprises au niveau de ceux des holdings, c'est-à-dire exclusivement un impôt sur le capital de 0,02 % (les holdings ne paient pas d'impôts sur les bénéfices dans la mesure où elles ne font, ici, que gérer des participations au capital ; leurs bénéficiaires, elles les font à l'étranger). C'est dans ce débat que s'inscrit la querelle fiscale avec l'UE. L'Union européenne reproche à la Suisse deux pratiques, notamment l'imposition forfaitaire pour les riches et la suppression des impôts sur les bénéfices pour les holdings. Le département fédéral des Finances, soutenu par Economiesuisse (Fédération des entreprises suisses) et les banques suisses, contourne cette critique en se préparant, avec une troisième réforme, à calquer le statut fiscal des entreprises sur

celui des holdings. Quelle ironie ! La deuxième réforme va pénaliser essentiellement les villes dans la mesure où, contrairement aux communes rurales, elles hébergent plus de personnes morales. Il faut souligner que les villes ont déjà été touchées de plein fouet par la première réforme de l'imposition des entreprises (baisse des impôts sur les sociétés de 25 % à 15 % et baisse des taux de calcul de la patente de 5 % à 3,5 %, c'est-à-dire une réduction de l'ensemble des charges dans les sociétés anonymes de 38,8 % à 29,8 %).

Les contre-réformes fiscales néolibérales vont de plus en plus loin. On estime aujourd'hui que l'ensemble des offensives politiques menées au niveau fédéral met en cause 40 à 50 % des impôts directs en Suisse. A terme, des chiffres de cette importance vont finir par porter préjudice à tout le monde.

Traduction : Andrée Durand et Didier Aviat (Coorditrad.attac.org)

# 100 = 60

Vous payez des impôts sur 100% de votre revenu. Avec la réforme de l'imposition des entreprises, les actionnaires ne devraient en payer plus que sur 60% de leurs dividendes.

**Vous trouvez cela normal ?  
Nous pas !**

# NON

**aux cadeaux fiscaux pour  
les plus riches le 24 février**

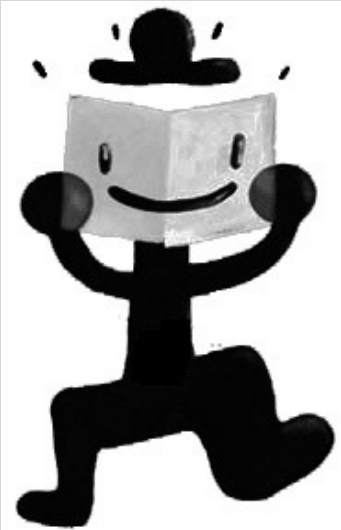


**ATTAC**  
**Un autre monde est possible!**  
[www.suisse.attac.org](http://www.suisse.attac.org)

## Angles d'Attac a besoin de vous

Pour relire, écrire, proposer, suivre l'actualité... Si vous êtes membre d'une section d'attac suisse et intéressé-e à participer à la vie de votre association, contactez-nous à [angles-ch@attac.org](mailto:angles-ch@attac.org)

Nous avons aussi toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pouvez aider dans ce sens, rendez-vous sur [coordinatad.attac.org](http://coordinatad.attac.org) ou écrivez à [coordinatad.ch@attac.org](mailto:coordinatad.ch@attac.org)



*Vous cherchez  
de la lecture ?*

*Rendez-vous  
sur le site  
d'attac suisse  
et profitez de  
notre boutique  
en ligne !*

[WWW.SUISSE.ATTAC.ORG/BOUOTIQUE](http://WWW.SUISSE.ATTAC.ORG/BOUOTIQUE)

## Je souhaite adhérer à attac!

○ Notre organisation souhaite devenir membre d'attac, envoyez-nous le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

○ Je souhaite devenir membre d'attac, envoyez-moi le matériel d'adhésion du groupe local le plus proche.

Nom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

E-mail: \_\_\_\_\_

Lieu, date, signature

A retourner sous enveloppe à l'adresse suivante:  
attac suisse / Rue des Savoises 15 / 1205 Genève

## >>> Les nouvelles du Blog

Un blog a été mis en ligne par le groupe fiscalité (<http://steuerverrechtigkeit.wordpress.com/>). Les contributions de toutes et tous y sont les bienvenues. L'Angles d'Attac se propose de reprendre une fois par mois les brèves qui alimentent le blog et de les rassembler dans ses colonnes. L'amnésie nous frappe parfois quand l'actualité fiscale se lit au détour d'un article choisi au gré du hasard. Mais mises côte à côte, ces différentes informations ont l'avantage de mettre sous le feu de la rampe la systématisme avec laquelle, en Suisse et à l'étranger, le dossier fiscal mobilise politiques, lobbies et milieux économiques. De la même façon, cette démarche, remet au centre ce qui constitue la problématique originelle d'Attac. Durant le mois écoulé, les réformes fiscales sont allées bon train: «Flat rate tax» et diminution de l'imposition des dividendes sont au cœur des enjeux. L'incapacité de la «gauche» à se faire entendre et les moyens financiers colossaux investis par la «droite» pour faire passer les réformes marquent cette période d'actualité fiscale. Le terrain se prépare pour les votations du 24 février 2008.

### En Suisse....

Dans le Jura bernois, à **Villeret**, la multinationale Straumann a annoncé aux autorités communales que ses contributions fiscales allaient être divisées par 10. Les recettes de la commune s'apprentent ainsi à fondre de 60%. En 2000, la multinationale avait négocié des rabattements fiscaux au titre de la promotion économique et pendant cinq ans, elle a payé des impôts en dessous de la norme. La période d'avantages fiscaux terminée, Straumann, avec une augmentation de 17% de ses revenus, a revu le statut de sa filiale et a décidé de faire apparaître de façon comptable ses bénéfices tant convoités dans une région fiscale plus avantageuse.

### Exercice de Math

M. Vasella, directeur de Novartis, place son salaire 2007 à 0.75 % / an sur un compte Déposito de la Poste (pire rendement possible). Les seuls intérêts de ce placement, lui rapportent 27'500 francs par mois jusqu'à la fin de ses jours. A combien se monte le salaire de M. Vasella ?\*

\* **Réponse: plus de 44 millions de francs**

**Zürich et Bâle-campagne.** 25 novembre. Diminution de l'imposition des dividendes: la loi prévoyant de taxer à 50% les dividendes des actionnaires détenant au moins 10% du capital a été acceptée par les citoyens des deux cantons. Le manque à gagner pour chacun des cantons et leurs communes s'élève à 70 millions de francs. Le parti socialiste suisse a déposé un recours au Tribunal fédéral contre ces réformes fiscales contraire à la Constitution, notamment aux principes de l'égalité de traitement et de l'imposition selon la capacité économique. Ces réformes étant identiques à celle sur laquelle le peuple suisse se prononcera le 24 février prochain, la décision du TF ne tombera sans doute pas avant cette date. Notons également qu'à Zurich, dans la nuit du 14 au 15 décembre, le législatif a adopté le budget 2008 qui prévoit une réduction fiscale de 3%. Les 7% proposé par l'exécutif et soutenu par les partis bourgeois ont dû être revus à la baisse face à l'opposition de la gauche.

**Obwald et Uri.** 16 - 19 décembre. Impôt à taux unique: à Obwald, le 16 décembre, les citoyens ont accepté par plus de 90% des voix l'introduction pour janvier de la «flat rate tax». La participation au scrutin n'a pas dépassé les 33.1%. Uri suit le mouvement le 19 décembre. Le gouvernement cantonal a présenté un projet de loi fiscale qui prévoit, à partir de 2009, un taux d'impôts unique de



7.75% pour toutes les catégories de revenus. Le manque à gagner pour le canton est estimé à 26 millions de francs par année.

**Genève.** 16 décembre. Refus d'imposer les plus hauts revenus : Les deux initiatives genevoises qui prévoyaient d'augmenter les impôts des très hauts revenus et des très grosses fortunes (soit 10% des personnes les plus aisées) ont été balayées par les votants. La première, qui remet en cause une baisse d'impôts votée en 1999 a été refusée par 58.7% des votants. La seconde qui devait instaurer une contribution de solidarité par 64 %. La campagne menée par la « droite », à la limite de la malhonnêteté, l'a été avec des moyens financiers considérables. Titres d'affiches trompeurs et publications mensongères ont circulé très largement dans les médias, sur les panneaux d'affichage et même sur les trams du canton. La "droite" a en effet voulu faire croire à une hausse d'impôts pour toutes les couches de la population. La "gauche" a quant à elle été incapable de se mobiliser pour expliquer les réels enjeux de ces initiatives, faisant preuve d'une trop grande passivité.

**Au plan fédéral, votation du 24 février 2008 ...**

Les résultats des votations du 25 novembre à Zurich et Bâle-campagne ainsi que la façon dont la

campagne a été menée à Genève pour les votations du 16 décembre n'annoncent rien de bon pour les prochaines votations fédérales du 24 février prochain. La disproportion des moyens financiers entre la « droite » et la « gauche » injectés dans cette campagne est colossale. Le PS a annoncé officiellement un budget de 150'000 francs pour la campagne du NON à la deuxième réforme sur l'imposition des entreprises. Le montant investit par les milieux économiques et les partis bourgeois s'élève à plusieurs millions de francs. La malhonnêteté marque également cette campagne. Pour exemple, l'annonce parue en trois exemplaires dans l'édition du 10 décembre du *Matin Bleu*, sous forme de concours, sous forme d'encart publicitaire détaillé puis sur quasiment une page entière (voir encadré ci-dessous). Le titre de la votation du 24 février est lui-même détourné puisque le comité romand pour le oui (1) parle de la « réforme de l'imposition des PME ». Il a été démontré à plusieurs reprises dans ce journal que la réforme n'avantagera pas la grande majorité des PME mais une toute petite minorité d'actionnaires. Le démantèlement du système de protection sociale vaut bien quelques luges, vélos et boîtes de chocolat !

Si l'éviction de Christophe Blocher du Conseil fédéral est à saluer, l'élection de Eveline Widmer-Schlumpf n'a rien pour nous

**6742 = 3346000**

6742 personnes possèdent une fortune cumulée de plus de 200 milliards, soit plus que celle des 3'346'000 personnes les moins favorisées.

**Vous trouvez cela normal ?  
Nous pas !**

**NON**  
**aux cadeaux fiscaux pour les plus riches le 24 février**



**ATTAC**  
**Un autre monde est possible!**  
[www.suisse.attac.org](http://www.suisse.attac.org)

réjouir. La nouvelle conseillère fédérale, sur le dossier fiscal, se profile comme la digne héritière du tribunal zurichois. C'est sans détour qu'elle défend l'intérêt des gros actionnaires par la réforme de la double imposition des entreprises. Elle se positionne également pour une concurrence fiscale intercantonale.

**A l'international...**

**Europe :** Du 7 au 9 novembre s'est tenu à Paris la première séance du nouveau Conseil européen du Réseau International de Justice Fiscale (Tax Justice Network, TJN), dont Attac suisse est membre. Ce fut l'occasion de définir les campagnes prioritaires pour l'année à venir dont notamment les normes comptables de l'Union Européenne.

ne. Nous vous invitons à aller sur le blog découvrir les enjeux liés à la résolution votée par le Parlement européen, le 14 novembre dernier, concernant les normes comptables pour les entreprises multinationales. En France, les députés ont adopté le 16 novembre, la suppression de l'impôt de bourse. Cet impôt régressif n'était pas important en volume puisqu'il n'aurait rapporté que 260 millions d'euros en 2008. Les spéculateurs savaient le contourner. Mais cette mesure à un poids symbolique et met en lumière la volonté du gouvernement de sacrifier systématiquement la fiscalité sur l'autel de la compétition internationale, au profit des grandes fortunes.

1. <http://www.kmu-steuereform.ch>. Le comité politique est formé du PRD, PDC, UDC, PLS et Verts libéraux.

<http://steuergerechtigkeit.wordpress.com/>

## **IMPRESSUM**

Edité par Attac Suisse, paraît au moins 9x par année  
Destiné aux membres et aux abonnés.  
Impression et mise en page : Deltagraph Bienne  
Tirage 1'600 exemplaires

## **ABONNEMENT (pour non-membres)**

Veuillez verser 20 francs/année à l'attention d'Attac Suisse,  
rue des Savoises 15, 1205 Genève - CCP 17-762066-4 en  
mentionnant distinctement votre adresse.

## **ONT PARTICIPÉ À CE NUMÉRO :**

Isabelle Lucas, Karin Vogt, Carol Bonvin, Julien Steiner, Jane Seligmann, Juliana Zermatten, Michel Pellaton, Maurizio Coppola, Joelle Amara, Ounsi El Daïf.

## **TRADUCTIONS**

Attac a toujours besoin de traductrices et traducteurs, si vous pensez pouvoir aider, n'hésitez pas à vous inscrire sur [coordinatrad.attac.org](mailto:coordinatrad.attac.org) ou en envoyant un mail à [coordinatrad.ch@attac.org](mailto:coordinatrad.ch@attac.org), ou par courrier postal auprès d'attac suisse

## **PROCHAINE PARUTION DÉBUT FÉVRIER**

## **COURRIER**

### **DES LECTEURS ET LECTRICES**

Réagissez, participez,  
n'hésitez pas à nous envoyer vos réactions à :  
Courrier de l'Angles d'ATTAC,  
abs d'attac vaud, cp 5105, 1002 Lausanne  
ou par mail: [angles-ch@attac.ch](mailto:angles-ch@attac.ch)

## **INTERNET**

On peut consulter les articles ou télécharger ce numéro en ligne sur [www.suisse.attac.org](http://www.suisse.attac.org), rubrique Angles d'ATTAC, colonne de droite.

## **ADRESSES**

Vaud: Case 5105, 1002 Lausanne, [vaud@attac.org](mailto:vaud@attac.org)  
Genève: rue Savoises 15, 1205 Genève, [geneve@attac.org](mailto:geneve@attac.org)  
Neuchâtel: CP 21, 2035 Corcelles, [neuchatel@attac.org](mailto:neuchatel@attac.org)  
Bern: Postfach 520, 3000 Bern, [bern@attac.org](mailto:bern@attac.org)  
Zürich: Postfach 7457, 8023 Zürich, [zurich@attac.org](mailto:zurich@attac.org)  
Jura: Case postale 37, 2740 Moutier, [jura@attac.org](mailto:jura@attac.org)  
Basel: Postfach, 4002 Basel, [basel@attac.org](mailto:basel@attac.org)  
Ticino: c/o attac svizzera, rue des Savoises 15, 1205 Ginevra  
Fribourg: Case 101, 1701 Fribourg, [fribourg@attac.org](mailto:fribourg@attac.org)  
Bienne: Case 4314, 2500 Bienne 4, [bienne@attac.org](mailto:bienne@attac.org)  
Valais: Case Postale 2140, 1950 Sion 2, [valais@attac.org](mailto:valais@attac.org)

# >>> Crise du « subprime » :

1300 milliards de dollars de créances hypothécaires en circulation (trois fois le PNB de la Suisse), des centaines de milliards de dollars de pertes probables, de 1 à 3 millions d'américains qui pourraient devoir rendre leur habitation.

La crise du «subprime» est la 7e crise financière majeure qui, mondialisation oblige, touche la planète entière depuis 20 ans. C'est ce que M. Garesus du Temps appelle «les errements apparents de l'économie» !

Devant l'énormité du désastre, l'honnête homme cherche à comprendre. Trop de choses lui paraissent incompréhensibles et il ne trouve que des réponses très partielles dans les médias. Il a très vite l'impression qu'on lui ment par omission et il n'a pas tort. De nombreux aspects de cette crise ont été occultés par les médias :

### **Comment un tel système a-t-il pu fonctionner ?**

Le système du «subprime» est fortement apparenté au jeu de l'aviion. Il nécessite un afflux constant de crédits pour maintenir un marché haussier. Il était donc indispensable qu'une cohorte toujours

plus importante de ménages soit poussée vers le marché de l'emprunt immobilier. On a même été jusqu'à accorder des prêts Ninja (pour no income, no job or asset), c'est-à-dire des prêts à des gens qui n'avaient ni revenu, ni travail, ni fortune !

Ménages, courtiers et banquiers, tous étaient persuadés de faire une bonne affaire. En effet, même si le débiteur ne parvenait plus à payer, la vente de la maison devait procurer une plus-value à son propriétaire, des commissions et des intérêts aux intermédiaires. Il a suffi d'une hausse du taux d'intérêt pour que le marché parte à la baisse et que le système s'écroule, ce qui était totalement prévisible.

### **Quel a été le rôle du marché financier ?**

Il était impératif pour les banques américaines de se débarrasser de ces créances douteuses. C'est là qu'intervient le marché financier. Les spécialistes de ce marché conçoivent pour cela ce que l'on appelle des produits dérivés. Il s'agit de fondre un certain nombre de crédits pour en faire une espèce d'obligation négociable (titrisa-



# Comment a-t-on pu en arriver là ? >>>

tion) que les banques vont pouvoir vendre aux investisseurs. Le risque est ainsi réparti et caché, donc d'autant plus dangereux.

Là aussi, tant que le marché immobilier monte, il y a toujours preneur pour ces titres, puisque les profits faramineux masquent les risques que personne ne veut voir. Il faut savoir que les commentateurs sont unanimes pour dire que le fonctionnement de ces produits est tellement complexe que même les spécialistes ne les comprennent pas toujours. Certains vont plus loin. S. Moatti dans Alternatives économiques parle de produits si sophistiqués qu'ils paraissent même échapper à leurs concepteurs !

## Comment une banque comme l'UBS a-t-elle pu perdre 15 milliards de francs ?

Cette perte colossale, l'équivalent du salaire annuel de 230 000 personnes, est le fruit du travail de dizaines de stars de la finance réunis dans une filiale spéculative par J. Costas, ex-numéro deux de la banque, qui avait obtenu carte blanche pour cela.

Ces spécialistes sont payés sur leur résultat. Cela les poussent à spéculer sur les produits les plus

risqués. En effet, plus les risques sont grands, plus les possibilités de gains (et donc de pertes) sont importantes. Ils spéculent donc avec l'argent de la banque et de ses clients et peuvent engranger des bonus faramineux dépassant de loin la rémunération de leur patron. Certains traders ont gagné plus de 50 millions de dollars en 2006. Par contre, ils n'encourent aucune pénalité en cas de perte. Le pire qui puisse leur arriver, c'est de devoir quitter leur job les poches pleines. Ces experts sont donc dans la situation d'un joueur de casino qui mise l'argent des autres et empoche un gain à tous les coups.

Combien ces génies de la finance ont-ils touché avant que les choses se gâtent, M. Ospel ne nous le dira pas. Probablement des dizaines ou même des centaines de millions.

## La crise est-elle terminée ?

Elle n'est pas terminée et a probablement été sous-estimée. En effet, les courtiers immobiliers ont appâté les gogos avec un taux d'intérêt très sympathique les deux premières années. Par contre, les 28 suivantes, le taux fait un peu plus mal. Le pire est donc prévu pour 2008.



## Quelle est la prochaine crise financière ?

Les financiers et les possédants sont incapables de tirer des leçons de l'histoire. La prochaine crise est donc annoncée et inéluctable. Elle concernera soit les hedge funds, (fonds spéculatifs) dont le taux d'endettement dépasse souvent toute mesure, soit la bulle financière qui accompagne déjà le développement de la Chine et de l'Inde. Il est possible aussi qu'elle concerne le marché des changes.

## Conclusion

Une conclusion s'impose. L'économie mondiale est devenue ce que le Monde diplomatique appelle une économie d'apprentis sorciers. Les acteurs des marchés financiers ne sont plus gouvernés essentiellement par la raison et la prudence, mais bien par leurs pulsions et leurs émotions. La crise actuelle n'est explicable que si l'on introduit cette dimension. L'appât du gain, le désir de puissance et de pouvoir s'accompagnent d'exaltation, d'aveuglement, de conduites compulsives. Le Temps nous apprend ainsi que le grand rêve de M. Ospel – devenir le numéro un mondial de la banque d'investissement – a forcé ses équipes à prendre des risques inconsidérés.

Pour aller plus loin, nous vous recommandons encore deux articles particulièrement pertinents :

1. Eric Toussaint «Conjoncture économique internationale plombée par l'explosion des bulles de la dette privée et de l'immobilier du nord», novembre 2007. <http://www.cadtm.org/spip.php?article2941>
2. Issac Joshua, «L'éclatement de la bulle immobilière aux Etats-Unis», Cahiers d'émancipation du journal SolidaritéS, no 114, septembre 2007. <http://www.solidarites.ch/index.php?action=7&id=3071&tsearch=su&prime&mode=1>

Terminons par une pensée réconfortante : M. Ospel, dont l'honnêteté de banquier suisse est proverbiale, va certainement démissionner et rembourser sur sa fortune personnelle les centaines de millions de francs qui vont manquer dans les caisses de l'Etat (selon M. Merz).

Sources principales :  
Le Monde diplomatique, octobre 2006 et septembre 2007

G. Mermet





# >>> La Banque du Sud est née à Buenos Aires >>>

« Cette banque doit être un premier pas vers la création d'une monnaie propre à l'Amérique du Sud. Une espérance naît pour nos pays avec la Banque du Sud » a déclaré depuis la tribune Evo Morales, premier orateur invité à s'exprimer lors de la cérémonie. Chávez : la Banque du Sud est un instrument d'indépendance pour l'Amérique du Sud.

Dimanche soir à Buenos Aires, six présidents latino-américains ont signé l'acte qui a donné naissance à la Banque du Sud. C'est une entité qui cherche à se convertir en une alternative au FMI et à la Banque mondiale en matière de financement régional, pour permettre le développement, l'intégration et la construction d'une nouvelle architecture financière internationale. Les présidents Néstor Kirchner (Argentine), Luiz Inacio Lula da Silva (Brésil), Nicanor Duarte (Paraguay), Rafael Correa (Équateur), Evo Morales (Bolivie) et Hugo Chávez (Venezuela) ont signé ce document constitutif. Celui-ci indique que « l'intégration sud-américaine doit construire, pour les peuples de la région, un espace consacré à la promotion du développement économique et social, à la réduction des asymétries, à la réduction de la pauvreté et de l'exclusion sociale, et à la convergence et complémentarité des processus d'intégration économique ». D'après une source du ministère des Affaires Étrangères, Tabaré Vázquez, président de l'Uruguay, viendra compléter la liste des présidents des pays qui adhèrent à la banque et signera l'acte constitutif prochainement. « Cette banque doit être un premier pas vers la création d'une monnaie propre à l'Amérique du Sud. Une espérance naît pour nos pays avec la Banque du Sud » a déclaré depuis la tribune Evo Morales, premier orateur invité à s'exprimer lors de la cérémonie. Le président Lula, second orateur, a dit « la Banque du Sud est un pas important pour renforcer l'autonomie financière de

l'Amérique du Sud ». Le président brésilien, très applaudi, a ajouté durant la cérémonie que l'entité « pourra financer des projets dans des secteurs clefs de l'économie, tels que l'infrastructure, les sciences et technologies, et pour la réduction des asymétries dans la région ».

## **Au cœur d'un réseau financier pour le développement**

Pour le président équatorien, Rafael Correa, la Banque du Sud sera au cœur d'un réseau financier pour le développement, en tant qu'alternative au FMI et à d'autres organismes. « Nous avons débuté une nouvelle période, une nouvelle architecture internationale, avec une banque qui sera au cœur d'un réseau financier pour le développement, comme alternative au FMI », a déclaré ce dimanche Correa dans le Salon Blanc du palais présidentiel d'Argentine, la Casa Rosada. La nouvelle banque « permettra de mettre fin à l'horrible politique financière » imposée par le FMI et d'autres pouvoirs économiques, a affirmé Correa, dans l'un des paragraphes les plus applaudis par des centaines d'invités, parmi lesquels des entrepreneurs et des dirigeants ouvriers, en présence des présidents d'Argentine, du Venezuela, de la Bolivie, du Brésil et du Paraguay. « Plus de 250 milliards de dollars des banques centrales d'Amérique latine sont déposés hors de la région, dans le dénommé premier monde, sous prétexte de sécurité » a-t-il dénoncé. De ce fait, il faut construire un « fonds du sud, qui rassemble les réserves déposées en dehors du sud et les multiplie pour éviter les crises financières et équilibrer les balances de paiements » a-t-il demandé. Correa a déclaré que l'objectif sera de « renverser et de mettre fin à l'écueil de l'isolement et de la lutte fratricide » et également d'« éliminer la subordination aux organismes financiers régionaux, et de dépasser les limites com-

merciales et les profondes asymétries ». « La longue et triste nuit néolibérale a non seulement conduit à la dépendance économique mais aussi à un pillage sans scrupule, avec ses politiques d'ajustement apatrides pour spolier les peuples », a souligné le président équatorien. (...)

TeleSUR 09/12/07

## **Des mouvements sociaux et des personnalités importantes d'Amérique latine et du monde se prononcent pour la création d'une Banque du Sud**

... Plus de 400 organisations et personnalités ont transmis une lettre ouverte [1] aux présidents des pays fondateurs de la Banque du Sud en exprimant leur appui critique à la création de cette nouvelle entité financière.

La déclaration met en avant les attentes positives quant à la mise en route d'une entité Sud-Sud. Celle-ci vise à reléguer à l'histoire d'une part, les organismes multilatéraux comme la Banque mondiale, le FMI, la Banque interaméricaine de développement (BID) et la Corporation andine de développement (CAF) -largement discrédités par leurs comportements anti-démocratiques, leur manque de transparence et les politiques régressives qu'ils mettent en oeuvre- et d'autre part les expériences négatives de l'ouverture économique qui ont eu pour conséquence toujours plus d'endettement et de sorties de capitaux, la dérégulation et la privatisation du patrimoine public ainsi que des services sociaux fondamentaux dans la région.

Cette lettre ouverte remise aux premiers mandataires de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de l'Équateur, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela met en avant la nécessité que la Banque du Sud fasse partie d'une nouvelle architecture financière régionale à laquelle viendraient s'ajouter dans le futur une mon-

naie commune et un Fonds du Sud dont la fonction serait d'être une Banque centrale à l'échelle continentale.

Signée par [de nombreuses organisations, dont Attac Argentine] la déclaration met l'accent sur l'importance du caractère public de la Banque du Sud dirigée par les pays participants sur une base égalitaire. Son financement devra s'effectuer proportionnellement à la capacité économique de chacun des pays et son fonctionnement sur une base à la fois sobre et transparente. Son objectif doit être l'intégration sur une base coopérative visant le plein-emploi, la garantie pour tous/tes dans les faits du droit à l'alimentation, à la santé, au logement et à une éducation universelle publique et gratuite, à la redistribution de la richesse, à la préservation de l'environnement et à la fin des inégalités y compris de genre et d'ethnie.

La lettre intitulée « Pour une Banque du Sud souveraine, solidaire, soutenable et pour l'intégration du développement continental » met en avant la nécessité d'« un outil fondamental pour canaliser l'épargne régionale et mettre fin ainsi à des cycles récurrents de saccage de l'effort national et régional à travers des manœuvres du système d'endettement et de titres publics, la subvention de groupes économiques et sociaux privés privilégiés et/ou corrompus tant au niveau local qu'international et l'aval permanent à des mouvements spéculatifs d'entrées et de sorties de capitaux ».

[1] Banque du Sud, 2ème lettre ouverte aux Présidents d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, d'Équateur, du Paraguay, de l'Uruguay et du Venezuela